

Immigration : manifester contre le projet Ceseda en France

vendredi 21 avril 2006, par [SIEGLMANN Emmanuel](#) (Date de rédaction antérieure : 20 avril 2006).

Le projet de loi Sarkozy de réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda) est examiné à l'Assemblée nationale du 2 au 5 mai. La mobilisation s'intensifie, particulièrement du 29 avril au 1^{er} mai. En attendant la manifestation nationale du 13 mai.

Enfin, la relation directe entre le projet Ceseda sur l'immigration et l'ensemble des mesures libérales de généralisation de la précarité s'impose comme une évidence. Au-delà du contrat première embauche (CPE), du contrat nouvelles embauches (CNE) et de la loi sur l'égalité des chances, la coordination nationale unitaire, réunie à Lyon le 9 avril, dénonce tous « les projets allant dans le sens d'une accentuation de la précarité et, notamment, le projet de loi Ceseda qui considère les immigrés comme des êtres humains jetables ». Le grand succès du concert du 2 avril contre le Ceseda, qui a réuni sur la place de la République plusieurs dizaines de milliers de personnes, s'explique en partie par le contexte de mobilisation exceptionnelle de la jeunesse et des salariés contre le gouvernement. Le rapport est vite établi entre le travail jetable et l'immigration jetable.

Dans le mouvement syndical, cette prise de conscience atteint même des secteurs peu habitués à un engagement sur le terrain de l'immigration. Ainsi, la confédération FO dénonce « la logique de précarisation qui prédomine dans ce projet », lequel « aboutit à considérer les travailleurs migrants comme une marchandise ». La CFDT et l'Unsa ont également signé un communiqué commun avec la CGT dénonçant le projet Ceseda. Fait significatif : le PS, jusqu'ici très hésitant, a finalement annoncé, début avril, qu'il rejoignait le collectif Uni-e-s contre une immigration jetable, comme l'avaient fait avant lui quelques fédérations et le MJS. De là à mobiliser pour de bon et à remettre explicitement en cause toute logique de « quotas »...

La peur d'un lien noué entre la jeunesse en lutte et les immigrés a conduit le gouvernement à évacuer sans ménagement l'ancien local du Service social d'aide aux étrangers (SSAE) occupé par des collectifs de sans-papiers dans le 13^e arrondissement de Paris. La police a opéré en plein milieu des vacances scolaires de la région parisienne et en a profité pour rafler plusieurs dizaines de sans-papiers.

Le projet Ceseda est porté par tout le gouvernement, mais Sarkozy veut sa victoire et prétend démontrer que sa méthode est la bonne. À nous de le démentir. Son projet de loi doit se heurter à une mobilisation à la hauteur de l'enjeu et de l'éveil des consciences produit par les mobilisations contre la précarité. Pas une signature ne doit manquer à la pétition du collectif¹. Chaque ville doit avoir son collectif unitaire local. Le 29 avril, les manifestations à Paris et dans quelques villes de province doivent être une réussite. Les défilés du 1^{er} Mai doivent faire résonner partout le rejet de cette entreprise de précarisation de la société qui veut son immigration jetable.

1. À signer en ligne : <http://www.contreimmigrationjetable.org>

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2155 du 20 avril 2006.